

Burundi : Vers une structure commune d'opposition au régime de Nkurunziza

Le Monde, 16.07.2015 Burundi : l'opposition s'unit contre Nkurunziza dans un Conseil National L'opposition politique burundaise et les ex-putschistes à l'origine du coup d'État avorté du 13 mai, ont lancé mercredi 15 juillet une structure commune d'opposition politique au régime de Nkurunziza qui prend le nom de Conseil National pour la Restauration de l'Accord d'Arusha et de l'Etat de Droit au Burundi. Estimant que le président Pierre Nkurunziza a mis hors du jeu politique traditionnel en brigant un troisième mandat, la déclaration condamne le « simulacre d'élections » et appelle à la création d'un Conseil National pour « éviter que les fondements constitutionnels ne soient bafoués. »

Le texte prévoit une « union rapide » à Addis Abeba afin de « fixer un cadre clair et rigoureux » ce Conseil National, condition sine qua non à la mise en place de solutions de médiation. L'appel a été vite repris par le Général Godefroid Niyombare, leader de la tentative de putsch avorté, qui ne s'attendait pas depuis l'échec de la tentative de coup d'État et sa fuite dans le maquis. Godefroid Niyombare a confirmé adhérer à la déclaration et a espéré les efforts des autorités politiques, de la société civile et des forces rebelles permettront au Burundi d'éviter un retour à la guerre civile. Reste à savoir si cette adhésion, par un communiqué séparé, se fait en accord avec l'opposition burundaise. L'ancien président de l'Assemblée Nationale Pie Ntavyohanyuma et l'ex-second vice président Rufyikiri sont aussi membres de ce Conseil National, selon l'hebdomadaire kenyan The East African. Les deux figures exilées du régime de Nkurunziza sont en Belgique, après avoir fui le Burundi, le 25 pour M. Rufyikiri et le 28 pour M. Ntavyohanyuma. Les leaders de l'opposition politique qui participent aux négociations de médiation, à l'exception de Agathon Rwaso, principale figure de l'opposition, qui ne s'est pas encore prononcé, ont signé à Bujumbura une version et adhèrent à la structure. L'autre ténor de l'opposition, Alexis Sinduhije, fondateur de la Radio Publique Africaine (RPA) et leader du Mouvement pour la Solidarité et le Développement (MSD), à l'origine des manifestations dans la capitale Bujumbura, a pris la parole sur France 24. « Pierre Nkurunziza n'est plus crédible, donc tous les Burundais se sont rassemblés pour faire partir le président. C'est l'objectif principal de la déclaration », a-t-il dit. La création de ce Conseil National intervient alors que le président ougandais Yoweri Museveni a entamé le 15 juillet une tentative de médiation au Burundi. Mandaté par la communauté est-africaine (EAC), le chef de l'Etat ougandais a assuré que la reprise des négociations entre les autorités politiques burundaises, l'opposition politique et les acteurs de la société civile avait été acceptée par les parties. Les signataires saluent cette initiative de médiation, et a informé le médiateur que le Conseil National sera disponible pour ouvrir un dialogue. Les anciens putschistes, déclarés persona non grata par les autorités politiques après la tentative de coup d'Etat, auraient ainsi la possibilité de revenir à la table des négociations. L'enjeu de cette déclaration ? Pour Philippe Hugon, directeur de recherche à l'Institut de l'Afrique, « l'opposition a choisi de passer une action par les armes à une action par les urnes. Les putschistes [qui soutiennent l'initiative] veulent rentrer dans le jeu légal. La question est de savoir s'ils participeront aux prochaines élections ou s'ils les boycotteront. » Dans le camp présidentiel, Willy Nyamitwe, conseiller de M. Nkurunziza, a réagi sur les réseaux sociaux, en assimilant le texte à une « déclaration de guerre » sur Twitter. « Le gouvernement du Burundi ne peut pas être intimidé par cette clique de perdants », a ajouté M. Nyamitwe. Les élections présidentielles, prévues initialement le 15 juillet, ont été repoussées sur la demande de l'EAC au 21 juillet. L'ONU a appelé le 16 juillet la communauté internationale à « ne pas être passive » devant « l'escalade politique au Burundi. » Dans un communiqué, la présidence a réagi en indiquant « qu'aucune résolution n'a été prise en cause la souveraineté du pays et la Constitution burundaise inspirée des Accords d'Arusha. » Le gouvernement, son porte-parole Philippe Nzobonariba, ajoute « qu'en conséquence, le processus électoral engagé ne va pas s'arrêter. » Par Amaury Hauchard